

Iraq



Contexte

Faits nouveaux

Bien que le Gouvernement iraquien ait réaffirmé que la situation générale n'était pas propice à des mouvements massifs de rapatriement - position que l'UNHCR partage - les réfugiés irakiens ont été nombreux à solliciter l'assistance de l'Organisation pour regagner leurs foyers. À la date de rédaction du présent document, l'UNHCR et ses partenaires avaient facilité le rapatriement de quelque 15 000 personnes, en provenance de la République islamique d'Iran, du Liban et d'Arabie saoudite. Selon les estimations des autorités iraniennes, jusqu'à 100 000 réfugiés pourraient avoir quitté le pays pour regagner l'Iraq de leur plein gré au cours de l'année dernière.

Les réfugiés qui participent au programme de rapatriement assisté de l'UNHCR se voient tous remettre un formulaire de rapatriement librement consenti,

qui sert de pièce d'identité en Iraq. Ils bénéficient d'une aide au transport et reçoivent un colis d'articles de secours à leur retour au pays. La plupart d'entre eux passent par le poste-frontière de Shalamchah mais récemment, certains groupes se sont dirigés vers les régions septentrionales de l'Iraq en passant par Hajj Omran. L'UNHCR a fréquemment été contraint de suspendre les mouvements de rapatriement organisés, en raison de l'insécurité ambiante.

L'Organisation a épaulé le ministère des Déplacements et des Migrations (MDM) dans ses efforts pour diriger et coordonner l'assistance aux PDI, et pour suivre les populations nouvellement déplacées à l'intérieur de l'Iraq en s'informant des problèmes qu'elles pouvaient rencontrer.

L'afflux de rapatriés a aggravé la crise du logement dont souffre l'Iraq. Dans certaines régions, la pénurie de logements a été rendue plus aiguë encore par des problèmes de droits de propriété. L'UNHCR a par conséquent accordé la priorité à

l'assistance dans le secteur des abris, assistance qui est dispensée au moyen d'un programme fondé sur la communauté, d'ores et déjà solidement institué dans le nord du pays. Dans le même temps, l'Organisation a appuyé la Commission des litiges fonciers et immobiliers, mise en place par le Gouvernement iraquien, afin de prévenir les conflits au sujet des terres et de la propriété.

Le renforcement des capacités des autorités irakiennes a également été considéré comme prioritaire. L'Organisation a entretenu des relations régulières avec le MDM, en mettant à sa disposition des conseillers et un personnel d'appui, et en organisant des ateliers et des formations spécialisées à l'intention de ses collaborateurs à Amman et au Koweït. Tous les projets de l'UNHCR en faveur des réfugiés, des rapatriés et des PDI ont été élaborés en étroite coordination avec le MDM et avec les autorités locales, à l'échelle des gouvernorats et des districts.

Les besoins financiers de l'UNHCR pour remédier à la situation iraquienne sont actuellement en cours d'examen.

Contraintes

La situation en Iraq évolue si vite qu'il est impossible de décrire avec précision les contraintes prévues en 2005.

Stratégie

Protection et solutions

L'UNHCR s'attachera en priorité à doter les autorités gouvernementales de moyens plus solides pour remédier aux problèmes de propriété et d'apatridie. De concert avec l'OIM, l'UNHCR aidera la Commission iraquienne des litiges fonciers et immobiliers (créée plus tôt dans l'année) à régler les conflits relatifs à la propriété. La Commission ouvre actuellement des antennes à l'extérieur du pays pour permettre aux Iraquiens qui se trouvent à l'étranger de se renseigner sur les moyens de régler leurs problèmes et de déposer une réclamation concernant des biens fonciers et immeubles. Il s'agit là d'un travail particulièrement précieux pour l'UNHCR.

La protection des Iraniens, Palestiniens, Syriens et Turcs réfugiés en Iraq figurera également au nombre des objectifs prioritaires. L'Organisation appuiera la mise en place d'un cadre apte à garantir les droits des réfugiés en Iraq et appellera à la création de structures de protection nationales. L'UNHCR et ses partenaires s'efforceront de suivre les conditions de vie des rapatriés et des PDI.

L'UNHCR et ses partenaires suivront la situation des réfugiés et des PDI, ainsi que celle des réfugiés rapatriés de République islamique d'Iran et des déplacés internes ayant regagné leur région d'origine en Iraq, en rassemblant des données à l'aide d'outils mis au point en 2003. Ces données traiteront en détail de problèmes de protection, préciseront certains critères de vulnérabilité et rendront compte des questions liées à la propriété foncière et immobilière, toutes ces informations étant indispensables à la bonne planification des projets menés dans le secteur du logement.

Assistance

L'UNHCR et ses partenaires continueront à fournir une indemnité en espèces et un colis d'articles non alimentaires (couvertures, jerrycans pour l'eau, ustensiles de cuisine, etc.) aux rapatriés, tout en assurant également leur transport (autobus et camions pour les biens personnels). Les rapatriés bénéficieront également d'un dépistage médical, d'activités d'information-sensibilisation sur les dangers des mines, d'une assistance dans les centres de transit et aux postes de douane/contrôle de l'immigration, ainsi que d'escortes de sécurité. Les projets seront mis en œuvre avec différents partenaires gouvernementaux et à travers des accords de sous-traitance, conclus avec des ONG employant des collaborateurs expatriés et autochtones sur le terrain en Iraq, et suivis par les bureaux de l'UNHCR en Iraq et dans les pays limitrophes.

L'Organisation continuera de mener des activités de réintégration fondées sur la communauté, notamment dans les secteurs de l'eau, de l'éducation et des activités génératrices de revenus. Pour remédier à certains besoins particulièrement pressants en matière de logement, l'UNHCR distribuera des matériaux de construction à certaines familles de retour. Bien souvent, les rapatriés construisent eux-mêmes leurs maisons, sous la supervision technique des partenaires d'exécution de l'UNHCR.



Malgré les troubles en Iraq, un nombre non négligeable d'Iraqiens vivant en exil depuis des années ont décidé de regagner leur pays en 2004. *UNHCR / A. Van Genderen Stort*



Organisation et mise en œuvre

Structure de gestion

L'UNHCR a transféré, à titre provisoire, son bureau de Bagdad à Amman et son bureau de Bassorah au Koweït. Environ 20 fonctionnaires internationaux sont en poste à Amman et au Koweït, alors que 50 collaborateurs irakiens gèrent les opérations à partir de Bagdad, Erbil, Souleymaniah, Dohouk, Mossoul, Kirkouk, Nassiriya et Bassorah.

Coordination

L'approche par groupes thématiques que l'Équipe des Nations Unies dans le pays (UNCT) est la première à appliquer donne la preuve de son efficacité, puisqu'elle autorise une planification stratégique et permet d'exploiter au mieux les complémentarités entre les différentes agences de l'ONU. Il y a dix groupes et le Chef de mission par intérim de l'UNHCR a été nommé Chef de projet pour le groupe 8, chargé des réfugiés et des populations déplacées. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a été désignée Chef de projet adjoint.